

EN GUISE DE VŒUX...

On savait qu'il affectionne les coups médiatiques mais celui de *"nos acquis sociaux"* fut particulièrement réussi. Cela ne se passait pas le 1^{er} avril mais la veille du 1^{er} de l'An sur toutes les chaînes. Un train d'images grises défile à grande vitesse dans nos mémoires:

La CSG, les mirifiques exonérations de charges patronales, le scandaleux accord Lang-Cloupet, le plan Évin de prolongation des cotisations-retraites, les restrictions de dépenses de santé, les 500.000 RMIstes, les C.E.S. à 2.800fr., le travail de nuit des femmes... sans compter les écoles transformées en asiles pour une partie des 400.000 sans-logis.

"Que personne ne s'attaque à nos acquis sociaux"...

Les 5 millions de chômeurs en attente d'une solution devant les caisses vides de l'UNEDIC ne manqueront pas d'apprécier. Mais est-ce seulement le cynisme d'un vieillard cacochyme? Ne faut-il pas voir là un double avertissement du vigile de la cohabitation qui s'annonce?

Le premier est la garantie d'une poursuite de la politique de rigueur, du franc fort (soutenu par la *Bundesbank*) et de la croissance 0, puisque le "social" est le reflet de la politique économique. L'économie et le reste, telle que la décentralisation dont l'école est l'aile avancée à laquelle les candidats à l'héritage se promettent d'ajouter leur pierre.

Le second avertissement du Président se situe sur son terrain favori, celui de la morale. Dans la mesure où, loin de regretter la régression sociale on la caractérise comme un *"acquis"*, cela signifie qu'on entend l'institutionnaliser et justifier idéologiquement *"le partage"* paré des vertus de la solidarité, partage du travail et des salaires, partage de la misère... entre salariés. La pauvreté, sacralisée, nourrit l'activité des *"corps intermédiaires"*: *Emmaüs, Armée du Salut, Secours catholique...*

Corollairement, les contrevenants sont culpabilisés, on se souvient l'anathème prononcé contre les fonctionnaires en grève par l'abbé Pierre (*"Il faut casser la gueule aux fonctionnaires"*), sex-symbole du monde politico-médiatique.

Mais derrière la provocation du Président apparaît un appel à la reconversion des syndicats domestiques. Nonobstant le consensus de fond, qui s'est manifesté notamment à l'occasion de Maastricht, il va falloir que le syndicalisme d'accompagnement s'adapte à la nouvelle formule de gouvernement et se mue en syndicalisme de stimulation pour impulser la politique de solidarité-partage, les acquis du président.

Qu'on s'attende à la multiplication d'opérations-diversions, comme au temps des décrets Monory de la première cohabitation: tandis que nous manifestations contre la mise en place d'équipes éducatives que devaient animer les pauvres bougres de directeurs, la F.E.N. s'en prenait à l'autorisation des directeurs, et, plus explicite, le S.G.E.N. réclamait l'élection de l'animateur (en accord avec Mme Saulnier-Seité).

Plus récemment, quand nos syndicats revendiquaient davantage de postes budgétaires *"pour instruire"*, F.E.N.-C.F.D.T. demandaient des moyens pour le contraire: l'application de la réforme Jospin.

On ne peut exclure de voir demain ceux qui ont milité pour la C.S.G. et signé les accords Fonction publique à la baisse, manifester pour la réalisation des plans Teulade ou Évin ou autres mesures de régression, le gouvernement de cohabitation se faisant une douce violence pour accueillir leurs propositions.

Plus une situation se fait confuse, plus la clarification s'impose. Il nous faudra dénoncer les manœuvres

de diversion et de régression sous peine de voir nos propres responsables, mêlés aux autres, derrière les plexiglas qui protégeaient les dirigeants syndicaux italiens. Il nous faudra conjointement tout mettre en œuvre pour réaliser les actions d'ensemble qu'exige la défense réelle de nos intérêts matériels et des libertés démocratiques, parmi lesquelles l'école laïque.

Mais le succès de telles actions est subordonné au respect rigoureux de l'indépendance syndicale et doivent être organisées *"sous la responsabilité exclusive des organisations syndicales, les partis et autres organisations ou les individus restant libres d'appeler au soutien de ces actions"*. (Conseil national (*), décembre 1991).

En aucun cas, nous ne nous laisserons entraîner à un regroupement politico-syndical, objectif avoué des artisans de la *"recomposition"*.

Le rapport de forces syndicales chez les enseignants s'est infléchi en notre faveur. Les événements qui ont fait éclater la F.E.N. ont montré à qui pouvait en douter que ce n'était pas nous les diviseurs.

Syndicat dont les effectifs progressent régulièrement, intégré à la seule Confédération ouvrière indépendante des partis, des gouvernements et de l'État, nous apparaîtrons pour ce que nous sommes:

LES DÉFENSEURS INCONDITIONNELS DES ENSEIGNANTS, DE L'ÉCOLE LAÏQUE ET DE L'ENSEMBLE DES SALARIÉS.

C'est le vœu que nous formulons pour 1993,

Serge MAHÉ.

(*) ... du *Syndicat national des Directeurs et Instituteurs - Force Ouvrière* (SNUDI-FO). (Note A.M.).